



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Décembre 2023

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Soutien à l’Ukraine	3
Sécurité et souveraineté énergétique	3
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	7
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	9
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE	15
LETONIE	16
ESTONIE	17
Agenda	19

LA DATE A RETENIR
20 décembre
2023

Sortie du charbon
Fermeture de la dernière mine
au lignite de Slovaquie

Focus – situation géopolitique

Soutien à l'Ukraine

En réponse à l'instabilité géopolitique à leurs frontières et à la suite de l'agression russe en Ukraine, les pays de la région poursuivent la mise en œuvre de leurs stratégies de sécurisation énergétique.

La Lituanie aide l'Ukraine à reconstruire ses infrastructures énergétiques

Depuis le début de la guerre, la Lituanie a alloué 13,3 M€ pour la reconstruction de l'infrastructure énergétique de l'Ukraine. **Pour 2024, le ministre de l'Énergie D. Kreivys a annoncé une enveloppe de 12 M€ supplémentaires.** Fin 2023, un contrat a été signé par la centrale nucléaire d'Ignalina concernant la remise à l'Ukraine d'équipements d'une valeur totale de 300 000€.

Sécurité et souveraineté énergétique

Sécurisation des approvisionnements : le choix du GNL

L'entreprise énergétique lettone « Latvenergo » a signé un accord avec l'entreprise norvégienne « Equinor » (ex Statoil), portant sur la livraison de 6 TWh de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2024-2026. Le GNL sera livré via le terminal de Klaipeda et permettra de garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel pour les besoins de production d'électricité et de chaleur en Lettonie, ainsi que pour les ventes de gaz naturel aux clients des autres Etats baltes.

En Slovaquie, le ministre de l'Environnement a confirmé son feu vert au projet de construction d'un terminal GNL situé dans le port de Bratislava sur le Danube, malgré les objections présentées par les ONG environnementales. Le ministre a souligné que l'avis final comprenait 50 mesures techniques supplémentaires pour renforcer la sécurité, le niveau technique et diminuer les impacts négatifs lors de la construction. Le projet devrait coûter 40 M€. Les associations ne peuvent plus faire appel contre la décision du ministre, mais elles peuvent présenter un recours auprès d'un tribunal.

Enfin, la construction du terminal de GNL flottant de Paldiski (près de Tallinn) a officiellement débuté. L'appel d'offre d'Elering a retenu le constructeur estonien Mapri Ehitus. Le coût du projet est estimé à 700 000€ et l'infrastructure pourrait être fonctionnelle au printemps. Ce terminal de GNL pourrait permettre à l'Estonie d'importer du gaz indépendamment du réseau de gazoducs auxquels elle est connectée, et ainsi d'être moins dépendante de ses voisins.

Prix de l'énergie

L'Autorité de régulation slovaque confirme que les prix du gaz et de l'électricité pour les ménages ne connaîtront aucune hausse en 2024 par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, pour les TPE les prix ont même baissé et se situent sous les plafonds fixés par le gouvernement. Concernant la chaleur, le prix fixé par l'Autorité de régulation à partir du 1^{er} janvier a diminué en moyenne de 14 % pour les ménages et de 16 % pour les autres consommateurs.

L'Office de régulation de l'énergie polonais a approuvé les tarifs de vente d'électricité et de distribution d'énergie pour 2024, qui entreront en application à l'extinction du bouclier tarifaire, actuellement annoncée au 30 juin 2024. Les prix validés de l'électricité pour les ménages baissent en moyenne de 31,3 % pour atteindre 168€/MWh contre 238€/kWh en 2023. Ces prix restent plus élevés que les prix payés actuellement sous bouclier (tarif de 2022 jusqu'à un plafond, puis 157,5€/MWh au-delà). Les tarifs de distribution augmenteront en moyenne de 2,9 % en g.a (1,51% pour les ménages) pour atteindre 97€/MWh.

Après avoir confirmé **l'extinction du bouclier énergétique à partir du 1^{er} janvier 2024**, qui comprenait notamment un dispositif de prix-plafonds de l'énergie pour les ménages et les entreprises, **le gouvernement tchèque a annoncé la mise en place d'un soutien ciblé sur les grandes industries intensives en énergie** (aciéries, verreries, fabricants de céramiques, papeteries, etc.). Ce dispositif d'aides concernera 25 000 points de consommation, sous la forme d'une prise en charge par l'Etat d'une partie de la taxe sur les énergies renouvelables, et pour un coût total de 140 M€ en 2024.

Sanctions : prolongation d'un an de la dérogation sur le pétrole transporté par oléoduc

Le 12^{ème} paquet de sanctions envers la Russie adopté en décembre 2023 comprend une nouvelle dérogation temporaire jusqu'au 5 décembre 2024 concernant les interdictions s'appliquant à l'importation et au transfert en Slovaquie et Tchéquie, ainsi qu'à la vente à des acheteurs dans ces pays, de produits pétroliers d'origine russe. Grâce à cette dérogation, la raffinerie slovaque Slovnaft (groupe MOL) peut continuer les livraisons de ses produits pétroliers d'origine russe dans les pays concernés par la dérogation.

Par ailleurs, la Hongrie s'oppose toujours au maintien du prix plafond sur le gaz russe, ainsi qu'au mécanisme d'achat groupé de gaz, craignant que la Russie ne mette en place des mesures de rétorsion et que l'achat groupé de gaz ne renforce l'influence de la Commission européenne dans ce secteur.

La Bulgarie ne taxe plus le passage de gaz russe par son territoire

La Bulgarie a cessé d'imposer une taxe sur le gaz russe qui transite par son territoire. Cette nouvelle est reçue avec un certain soulagement à Budapest, dans la mesure où l'essentiel du gaz russe acheté par la Hongrie transite par la Bulgarie. Sofia compte coopérer avec les autres pays de l'UE pour trouver une solution qui permette de réduire les revenus que tire la Russie de la vente du gaz.

Charte européenne de l'énergie éolienne : sans la Hongrie

La Hongrie n'a pas signé la déclaration qui appelle à protéger l'industrie éolienne européenne contre les « pratiques anticoncurrentielles » des producteurs chinois. **Les 26 pays signataires se sont engagés à investir dans l'éolien, à accélérer son déploiement, à renforcer la chaîne de valeur européenne et à changer les règles des marchés publics** pour mieux prendre en compte les indicateurs liés à la cybersécurité et au respect du droit du travail.

La Hongrie dispose d'une réglementation extrêmement contraignante sur l'éolien mais prévoit d'assouplir ces règles. Ainsi, selon un décret paru dans le Bulletin officiel, la distance minimale entre les éoliennes et les zones résidentielles passera de 12km à 700m. Le décret, effectif au 1^{er} janvier 2024, introduit également des procédures d'autorisation accélérées dans le cas d'installation d'éoliennes dans certaines zones particulièrement venteuses.

REPowerEU : Pologne et Hongrie enfin bénéficiaires de fonds de relance

La Commission européenne a transféré 779,5 M€ à la Hongrie, dans le cadre des préfinancements REPower EU. Des appels d'offres devraient être lancés dès février, pour des véhicules électriques destinés aux entreprises. Il semblerait toutefois que l'essentiel des fonds soit utilisé pour moderniser et étendre le réseau électrique hongrois. Des mesures seront également prises pour favoriser les communautés énergétiques, le stockage énergétique, l'usage de biogaz, l'hydrogène et la géothermie. Une part des fonds sera également mobilisée pour former des professionnels.

La Pologne a pour sa part réceptionné 5 Mds€. La ministre des fonds et de la politique régionale Katarzyna Pełczyńska-Nałęcz a indiqué que la Pologne les investirait dans l'énergie verte bon marché pour sa population : développement des énergies renouvelables, transport zéro émission, réseaux énergétiques dans les territoires ruraux et peu denses.

Autres faits saillants

Un corridor hydrogène, de la Finlande à l'Allemagne, à l'étude

Les opérateurs des réseaux électriques d'Etat estonien, finlandais, letton, lituanien, polonais et allemand ont signé un contrat pour lancer une étude de préfaisabilité du corridor d'hydrogène Nordique-Baltique (NBHC). L'étude sera réalisée par AFRY Management Consulting Oy. L'étude sera publiée mi-2024. Le corridor relierait la Suède à l'Allemagne en passant par les pays baltes et la Pologne, afin de relier les centres de production d'énergie verte et les centres de consommation primaires. Ce corridor s'est vu attribuer le statut de projet d'intérêt commun par la Commission européenne, puisqu'il pourrait contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques européens.

POLOGNE

Nominations des ministres du gouvernement Tusk

En décembre, **Dariusz Klimczak** a pris ses fonctions de ministre de l'Infrastructure. **Arkadiusz Marchewka** a été nommé vice-ministre de l'infrastructure en charge de l'économie maritime, de la gestion de l'eau et de la navigation fluviale. **Paweł Gancarz** a été nommé sous-secrétaire d'Etat en charge du transport routier, des voies publiques et de la sécurité routière. **Piotr Malepszak** a été nommé sous-secrétaire d'Etat en charge du secteur ferroviaire. **Przemysław Koperski** a été nommé sous-secrétaire d'Etat chargé entre autres de la préparation et de l'exécution du budget pour la partie transport, gestion maritime et gestion de l'eau, ainsi que de l'aviation civile.

Katarzyna Pełczyńska-Nałęcz a été nommée ministre des Fonds et de la Politique régionale. **Maciej Lasek**, **Jacek Protas** et **Jan Szyszka** ont été nommés secrétaires d'Etat. **Maciej Lasek** a également été nommé plénipotentiaire du Premier ministre en charge du projet CPK.

Paulina Hennig-Kloska a été nommée ministre du Climat et de l'Environnement; **Urszula Zielińska** est sa secrétaire d'Etat en charge des départements du chauffage urbain, de la protection de l'air, de la politique urbaine et des affaires internationales, ainsi que des travaux législatifs; **Miłosz Motyka** a été nommé sous-secrétaire d'Etat chargé des départements de l'électricité et du gaz, des énergies renouvelables, du pétrole et des carburants pour les transports, de l'énergie nucléaire, de l'électromobilité et de la gestion de l'hydrogène. **Mikołaj Dorożala** a été nommé sous-secrétaire d'Etat responsable des départements de la conservation de la nature et des parcs nationaux. Il est également devenu conservateur en chef de la nature. **Anita Sowińska** a été nommée sous-secrétaire d'Etat en charge des départements de la gestion des déchets, de la géologie et des concessions géologiques, de la surveillance géologique et de la gestion de matières premières et des instruments environnementaux.

Marzena Czarnecka a été nommée ministre de l'industrie, chargée d'accompagner la transition des territoires miniers. Il s'agit du seul ministère qui se situera en région, à Katowice.

Énergie

Selon le dernier rapport du think-tank Instrat « [Pologne presque sans émissions](#) », la Pologne pourrait couvrir 84 % de ses besoins énergétiques grâce aux EnR et au nucléaire d'ici 2040.

- électricité / chaleur

Le 14 décembre, le gestionnaire du réseau électrique polonais PSE a organisé la principale vente aux enchères du marché de capacité pour 2028, qui s'est achevée à un prix de 55€/kW, soit le prix le plus bas depuis trois ans. Le prix de départ de l'enchère en 2023 était de 102€/kW.

- gaz et pétrole

Le 15 décembre, l'Office de régulation de l'énergie a approuvé le tarif du gaz pour PGNiG Obrót Detaliczny et le tarif de la distribution pour Polska Spółka Gazownictwa (PSG). Les prix du gaz dans les tarifs pour les ménages baisseront d'environ 34 % et s'élèveront à 72€/MWh. PSG prévoit une augmentation des tarifs pour distribution d'environ 5 %. Ces tarifs ne

s'appliqueront pas avant fin juin, les prix du gaz étant encore gelés pour les ménages et institutions d'utilité publique au niveau de 2022, à 45€/MWh ; les frais de distribution resteront également inchangés.

- nucléaire

Fin novembre, lors du World Nuclear Exhibition (WNE) à Paris, EDF a signé des accords de coopération avec six entreprises polonaises : Chemar Rurociągi, EthosEnergy, Euro-Weld, Finow Polska, Hitachi Energy et Polna. L'objectif est de développer des partenariats industriels et de construire une chaîne d'approvisionnement européenne pour le nucléaire en Pologne.

En décembre, l'ex-ministre du Climat et de l'environnement (Anna Łukaszewska-Trzeciakowska) a émis six décisions de principe pour la construction de 24 petits réacteurs nucléaires SMR par Orlen Synthos Green Energy (OSGE), malgré l'avis négatif du chef de l'agence de sécurité intérieure.

- renouvelables

Début décembre, la société RWE a obtenu la décision environnementale pour la construction de l'infrastructure de raccordement du parc éolien offshore Baltic II, d'une capacité prévue de 350 MW.

Environnement

La nouvelle ministre du Climat et de l'Environnement Paulina Henning-Kloska a présenté les priorités de son ministère, soit : la révision des programmes réalisés par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW), dont le programme « Air pur » (Czyste powietrze), la mise à jour de la politique énergétique d'ici 2040, la préparation d'une stratégie pour le secteur du chauffage, la protection des forêts et l'établissement des plans permettant d'éliminer les décharges de déchets dangereux.

Selon le projet d'amendement de la loi sur la protection de l'environnement et plusieurs autres lois publié par le ministère du Climat et de l'Environnement début décembre, les villes dont la population est supérieure ou égale à 20 000 d'habitants seront obligées d'élaborer des plans urbains d'adaptation au changement climatique. Le projet prévoit aussi que les conclusions et les recommandations de ces plans devraient être prises en compte lors de la préparation et de la mise à jour des stratégies de développement des communes, des orientations en matière d'aménagement du territoire et des plans particuliers d'affectation du sol.

- déchets

Le 1^{er} janvier 2024, une taxe sur le plastique est entrée en vigueur en Pologne, imposée à tous les produits conditionnés dans des emballages synthétiques. La nouvelle taxe résulte d'un amendement à la loi du 14 avril 2023 relative aux obligations des entrepreneurs en matière de gestion des déchets. La taxe additionnelle vise à réduire l'impact environnemental des produits en plastique, conformément à la directive du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen du 5 juin 2019.

L'entreprise communale de gestion des déchets de Suwałki a lancé un appel d'offres pour la construction d'une installation d'incinération des déchets communaux en formule Design & Build. Le coût de l'investissement s'élève à 128 M PLN (29 M€), dont la moitié sera financée avec une subvention et le reste, par un prêt préférentiel. L'incinérateur produira de l'électricité et de chaleur. L'installation devrait être mise en service d'ici fin 2026.

Fin décembre, le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau a lancé un appel à projets concernant le cofinancement de projets liés à la gestion des déchets et à l'économie circulaire dans le cadre du Programme européen FENIKS 2021-2027. Le budget du concours adressé aux collectivités locales et entités chargées des services publics en matière de gestion des déchets s'élève à 300 M PLN (68,2 M€).

Transport

- routier

Le 19 décembre le Conseil des Ministres a adopté une résolution autorisant le ministre des Infrastructures à ordonner au concessionnaire de l'autoroute A1 sur le tronçon Gdańsk-Toruń

de supprimer le péage pour les véhicules particuliers et les motos sur ce tronçon en 2024. Cela constitue le prolongement de la décision de l'ancien gouvernement, mise en œuvre le 1^{er} septembre 2023.

- ferroviaire

PKP PLK, gestionnaire du réseau ferré, et le Centre des Projets Européens de Transports ont signé un contrat de cofinancement pour la mise en place de systèmes d'information dynamique des passagers dans 4 régions : Varmie-Mazurie, Basses-Carpates, Silésie et Mazovie. La valeur de l'investissement s'élève à 77,4 M PLN (17,6 M€). Le projet sera cofinancé dans le cadre du plan national de relance et de la résilience.

Le 19 décembre le fabricant polonais du matériel roulant PESA a signé un contrat avec les chemins de fer roumains (ARF) pour la fourniture et maintenance de 20 rames pendant 15 ans. Le contrat prévoit aussi l'option de livraison des 9 rames supplémentaires. En décembre, PESA a aussi remporté un contrat pour la fourniture des 60 rames électriques pour l'opérateur ferroviaire tchèque RegioJet. La valeur de ces deux contrats s'élève à 700 M PLN (159 M€).

- urbain

Solaris (CAF) va livrer 50 bus électriques Urbino 18 electric pour la régie des transports en commun de Berlin (BVG).

- aérien

Le 19 décembre, la société CPK a présenté de nouvelles prévisions IATA concernant la fréquentation de l'aéroport CPK. Le nombre de passagers pourrait atteindre 28 M en 2030, 40 M en 2040, et 60 M en 2060. Pour rappel, le document publié en 2021 prévoyait, dans le scénario de base, 30 M de passagers en 2030, 45 M en 2040 et 65 M en 2060.

Infrastructures de transport

En décembre, la société CPK a signé le deuxième des trois contrats de construction pour son projet ferroviaire le plus avancé, le tunnel ferroviaire à grande vitesse de plus de 4 km à Łódź. Le contrat a été conclu avec Budimex et sa valeur s'élève à près de 147 M PLN (33,4M€). CPK a également signé deux contrats pour l'ingénierie de ce tunnel. CPK a aussi obtenu la décision environnementale pour le premier des deux tronçons de la ligne ferroviaire à grande vitesse prévue entre Varsovie et Łódź. Également en décembre, CPK a lancé des consultations préliminaires du marché, qui précèdent l'appel d'offres, pour l'Ingénieur général des contrats.

Début décembre, **la société CPK a signé un accord de coopération avec ADIF**, gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire en Espagne. L'objectif est de travailler ensemble au développement du réseau ferroviaire à grande vitesse en Pologne.

HONGRIE

Énergie

Selon les nouvelles données d'Eurostat, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie s'est établie à 15,2% en Hongrie en 2022, contre 14,1% l'année précédente. A l'échelle européenne, la part des renouvelables était de 23% en 2022.

La consommation de gaz s'est établie à 8,5 Mds m³ en 2023, soit une baisse de 11% par rapport à l'année précédente, et de 23% par rapport à 2021. Les ménages ont consommé 3 Mds m³ de gaz, soit le plus faible volume depuis 9 ans, tandis que la consommation industrielle a augmenté et a atteint son plus haut niveau depuis 10 ans. Au total, 10 Mds m³ de gaz ont été importés en 2023, ce qui a permis à la Hongrie de revendre du gaz sur le marché régional. Quant à l'électricité, sa consommation a atteint 41 TWh, soit 4,7% de moins que l'année précédente.

- électricité

Le régulateur de l'énergie MEKH a modifié un décret afin d'inciter les entreprises à installer des batteries de stockage d'électricité. Ainsi, ces consommateurs pourront bénéficier de frais de transmissions réduits s'ils installent une batterie d'au moins 0,5 MWh, dès le début de l'année

prochaine. Le montant de la réduction des frais sera mis à jour annuellement. La MEKH a également annoncé qu'à la même date, les frais de service seront baissés de 32 à 52% pour les entreprises.

La consommation d'électricité s'est élevée à 3 951 GWh en novembre, soit une hausse de 3,5% en glissement annuel. Cette hausse met fin à une série de 17 mois consécutifs de réduction de la consommation.

- gaz

Les réserves de gaz sont remplies à plus de 90% en Hongrie. Elles représentent près de 60% de la consommation annuelle moyenne, soit près de 2 fois le niveau moyen européen.

MOL a commencé l'exploitation du champ gazier kazakh que l'entreprise détient avec ses partenaires chinois et kazakhs. Près de 300 000 m³ de gaz brut sont extraits chaque jour du puit entré en activité. Lorsque les 3 puits seront opérationnels, le volume s'établira à 1,5 M m³/jour.

Deux nouveaux puits sont entrés en activité dans le champ de gaz de Békés en Hongrie. Un troisième puit est opérationnel depuis février 2023. Depuis le début de son exploitation, 37 M m³ de gaz ont été extraits de ce champ.

- énergies fossiles

Un incendie s'est déclenché dans la raffinerie de MOL à Százhalombatta, près de Budapest. Le feu, dont l'origine est inconnue, a rapidement été contenu et MOL a déclaré que l'incident n'aurait pas d'impact sur l'activité de la raffinerie.

La taxe d'accise sur le carburant va augmenter de 41 HUF (0,11€) en 2024. MOL va procéder à cette hausse en deux temps. Une première hausse est appliquée le 1^{er} janvier 2024, et la seconde prend effet le 15 janvier, pour un montant de 20 HUF et de 21 HUF (0,05€). Durant la première partie du mois, MOL prend à sa charge les 21 HUF restant, afin de limiter la charge pour les consommateurs.

- énergies renouvelables

Le secrétaire d'Etat Attila Steiner a confirmé le soutien de son pays pour le prolongement des mesures destinées à faciliter la délivrance de permis pour les projets liés aux énergies renouvelables.

Le gouvernement a publié un décret qui accorde à l'Etat hongrois un droit préférentiel pour l'achat d'entreprises stratégiques dans le domaine de la production d'énergie photovoltaïque. Les entreprises achetées devront ensuite être transférées à MVM dans un délai de 6 mois, sous forme d'une contribution en nature. Ce droit préférentiel s'applique à toutes les centrales photovoltaïques qui relèvent du champ d'application du contrôle des investissements étrangers.

La capacité installée totale de panneaux solaires s'établit désormais à 5 649 MW, soit une augmentation de 1 632 MW durant l'année 2023. Le déploiement de panneaux solaires supérieurs à 50 kW a augmenté de 50 % par rapport à l'année précédente.

MVM va acheter une centrale photovoltaïque située à Tazlar, dans le sud de la Hongrie. D'une puissance de 63 MW, la centrale est actuellement détenue par HO-ME 2000, MASPED et MET Green Asset Holding. Une fois cette transaction complétée, MVM disposera de plus de 600 MW de puissance installée d'énergie renouvelable.

L'entreprise chinoise BYD, leader sur le segment des véhicules électriques, va construire sa première usine européenne à Szeged. Une zone de 300 ha a été désignée dans un parc industriel de l'agglomération. Toute la fabrication des véhicules sera réalisée sur place, à l'exception de la production des batteries.

Infrastructures

- routières

Le ministre de la construction et des transports Janos Lazar a annoncé des travaux d'extension de la route 76 entre Zalazegerszeg et l'autoroute M7. Le coût de ce tronçon de 44km est estimé

à 1,05 Md€, soit 24,13 M€/km, ce qui en fera la route la plus chère jamais construite en Hongrie. Ce coût s'explique notamment par la construction de 39 ponts et 4 viaducs.

En déplacement dans le nord-ouest du pays, Janos Lazar a également annoncé que le gouvernement voulait renforcer la position économique de Debrecen et que près de 700 Mds HUF (1,85 Mds€) seraient dépensés à cette fin, d'ici à 2026. Pour améliorer l'accessibilité du territoire aux entreprises, le réseau routier local sera renforcé et une nouvelle ligne de train pourrait voir le jour.

Transport

- aérien

Dans une interview donnée à Bloomberg, Márton Nagy a déclaré que si la vente de l'aéroport était réalisée, le gouvernement souhaiterait construire un troisième terminal. Selon lui, le gouvernement et Vinci pourraient s'associer à un investisseur qatari afin de procéder à cet investissement.

Les négociations autour de la vente de l'aéroport de Budapest prennent davantage de temps que prévu. Selon Marton Nagy, qui occupe désormais le poste de ministre de l'économie nationale, un accord pourrait être conclu d'ici le printemps 2024.

- ferroviaire

Le système actuel d'abonnements ferroviaires va être remodelé à partir du 1^{er} mars. Seuls les abonnements nationaux et par comté seront disponibles. Outre les abonnements mensuels, des pass journaliers seront proposés. Le système des tarifs préférentiels sera également simplifié. Les personnels de l'éducation et de la santé bénéficieront d'une réduction de 50%, et les transports seront gratuits pour les personnes de plus de 65 ans et de moins de 14 ans.

Des négociations sont en cours entre la ville de Budapest et le ministère de la construction et des transports afin de permettre aux usagers des transports publics de Budapest de profiter des services de MAV et de Volanbus, et inversement. Pour ce faire, il faudra notamment mettre en place un mécanisme de redistribution des ventes des tickets communs.

25 locomotives électriques de type Traxx de MAV-Start vont être rénovées par Alstom et par MAV Vagon. Alstom rénovera les moteurs dans l'une de ses usines en Allemagne. Les locomotives Traxx sont les plus récentes parmi le matériel roulant de MAV Start, mais elles ont déjà parcouru 60 M km.

- routier

Le ministère de l'économie nationale a dévoilé les détails des nouvelles aides accordées pour promouvoir l'achat de véhicules électriques à destination des entreprises et auto-entrepreneurs, valables à partir du 5 février. Le nombre d'aides accordées dépendra de la taille de l'entreprise et les subventions seront comprises entre 2,8 M HUF (7 345€) et 4 M HUF (10 500€), selon la capacité de la batterie du véhicule. Un total de 78 M€ sera alloué à ce mécanisme de subvention, via le chapitre REPower EU du plan national de relance et de résilience. Un programme spécifique sera mis en place pour les entreprises qui louent des véhicules.

A compter du 1^{er} janvier, 230 km d'autoroutes supplémentaires vont être soumis à un droit de péage.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

- production et consommation d'énergie en 2023

D'après les premières estimations de la société de conseil EGÚ Brno, **la production nationale d'électricité a chuté de près de 10% sur un an en 2023**, à 72 TWh, soit le niveau le plus bas depuis 2002, principalement du fait du ralentissement économique. La même dynamique est observée au niveau de l'UE (-66 TWh sur un an en 2023). Cette trajectoire baissière est marquée en premier lieu par la réduction de la production des centrales à charbon (-11%) et dans une moindre mesure celle des centrales nucléaires (-0,6%) – ces deux sources concentrent près de

80% de la production d'électricité (56 TWh) – tandis que la production des renouvelables est en hausse, en particulier l'énergie photovoltaïque (+ 17%, avec un niveau de production toutefois faible : 2,8 TWh). Le gaz dépasse tout juste la production photovoltaïque à 3,3 TWh.

Par ailleurs, selon EGU Brno, **la consommation de gaz naturel a baissé de 7% sur un an en 2023**, atteignant 7,1 Mds m³, en raison de la baisse de la demande des centrales électriques au gaz et de la baisse continue de la consommation de gaz des ménages et des entreprises.

- photovoltaïque

Selon l'Association tchèque de l'énergie solaire, **le nombre de nouvelles installations de panneaux photovoltaïques a atteint un record en 2023** avec 83 000 unités raccordées au réseau électrique, soit plus du double de 2022 et **l'ajout de près d'1 GW à la capacité solaire installée du pays qui s'établit au total à 3,5 GW** (avec un objectif fixé à 10 GW pour 2030 dans le plan énergie-climat tchèque). L'essentiel de ces nouvelles installations sont de petits panneaux sur les bâtiments résidentiels de ménages (80 000 installations), pour une puissance moyenne de 10 kWc, financés en partie par les programmes de soutien « RES+ » (Fonds de Modernisation) et « New Green Savings » (PNRR) et équipés la plupart du temps d'un stockage sur batterie. Les autres installations (2 500), de plus grande taille, sont des centrales solaires installées par les entreprises pour leur autoconsommation (puissance moyenne de 54 kWc).

Plus d'informations sur le site de l'Association Solaire : solarniasociace.cz

Par ailleurs, **le ministère de l'Environnement a annoncé le lancement de quatre nouveaux programmes de soutien au développement d'installations photovoltaïques (RES+) pour 2024**. Ce soutien prendra la forme de subventions à l'investissement, pour un montant total de 11 Mds CZK (450 M€), financé par le Fonds de Modernisation.

Plus d'informations sur le site du fonds d'Etat pour l'Environnement : sfzp.cz

- gaz

Une participation majoritaire de près de 55% du capital social de **GasNet** (plus grand gestionnaire de réseau de distribution de gaz de Tchéquie – 80% du marché et gestion de près de 65 000 km de gazoducs), détenue par Macquarie Asset Management et Australian Retirement Trust, **est à vendre**, avec le dépôt des offres finales attendu d'ici la fin du mois de janvier. Selon certains analystes, la valeur de la transaction pourrait s'élever à plus de 30 Mds CZK (1,2 Mds€). La presse évoque parmi les possibles soumissionnaires, les sociétés CEZ, E. ON, ainsi que des fonds d'investissement londoniens. Les propriétaires minoritaires de GasNet (British Columbia IM et Allianz Capital Partners) disposeraient d'un droit de préemption.

Selon le média E15, **l'énergéticien semi-public CEZ bénéficiera d'une subvention de près de 300 M€ (7,5 Mds CZK) du Fonds de Modernisation pour la conversion au gaz naturel de sa centrale à charbon de Mělník**, plus grande centrale de chauffage du pays (fournit du chauffage à la partie est de Prague, Melnik et Netarovice). A terme, entre 2026 et 2030, près de 1,3 Mds m³ de gaz alimenteront chaque année la centrale, ce qui représentera une hausse de la consommation nationale de gaz de 15 à 20 %.

- nucléaire

En déplacement à Prague le 9 janvier, **la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, a rencontré son homologue, le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce, Jozef Sikela**. Les deux ministres ont réaffirmé le rôle de l'énergie nucléaire, à côté des renouvelables, dans la transition énergétique de l'Europe et ont fait état des bonnes relations entre la France et la République tchèque en matière de coopération nucléaire, notamment à l'échelle européenne au sein de « l'Alliance du nucléaire » pour faire reconnaître le principe de neutralité technologique. Par ailleurs, **un accord a été signé entre l'Agence technologique de la République tchèque (TA CR) et l'Agence nationale de la Recherche française (ANR)**, qui prévoit des financements pour des projets communs de recherche en matière de nucléaire.



À gauche, Agnès Pannier-Runacher – à droite, Jozef Sikéla. Entretien au ministère de l'Industrie et du Commerce. le 9 janvier



A gauche, M. Konvalinka, directeur de la TA CR – A droite, M. Damerval, président de l'ANR. Signature de l'accord ANR-TA CR à l'Ambassade de France à Prague

- mobilité durable

Sur les 220 000 immatriculations des voitures particulières neuves en 2023, les véhicules électriques ont atteint un total de près de 6 600, en hausse de 71 % par rapport à 2022. La part de marché reste néanmoins réduite à 3% (très en deçà de la moyenne de l'UE de 16%). La Škoda Eniaq, suivie par la Tesla Y et la Tesla 3 sont les modèles les plus vendus.

Le conseil régional de Bohême centrale a approuvé le déploiement de dix bus à hydrogène à Mníšek pod Brdy, qui devront être opérationnels à compter de fin 2025. Un appel d'offres d'une valeur estimée à 242 M CZK (10 M€) pour le fournisseur des bus sera prochainement lancé à ce titre. La région investira également dans la construction, par l'électricien ČEZ, d'une station de recharge et d'un électrolyseur pour transformer l'énergie de la centrale hydroélectrique de Vrané en hydrogène vert.

Transports et infrastructures

Financements 2024 : Le Fonds d'Etat pour les infrastructures de transport (SFDI), autorité de financement des projets d'infrastructures, disposera en 2024 d'un budget total de 150,5 Mds CZK (6,2 Mds €), dont près de 32,1 Mds CZK (21,3 % - 1,3 Md €) proviennent des fonds européens. 99,4 Mds CZK (66 % - 4 Mds €) sont consacrés aux investissements. La Direction des routes et des autoroutes disposera de plus de 79 Mds CZK (3,2 Mds €), le gestionnaire des infrastructures ferroviaires de 57,5 Mds CZK (2,4 Mds €).

- ferroviaire

LGV Prague : Pour mieux comprendre les besoins des riverains et apporter plus d'effets positifs à la proximité de la future LGV, le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, SŽ, a lancé un portail en ligne permettant au grand public de saisir sur la carte du tracé des emplacements de valeur, des zones naturelles qu'ils souhaitent préserver ou des lieux qu'ils souhaitent changer (mauvaise accessibilité par les transports, trafic dangereux etc.) et de participer ainsi dès le début à la conception du projet LGV Prague de 12 km entre Vršovice et Běchovice. Les suggestions seront prises en compte lors de la réalisation des études urbaines et de la conception de la LGV.

LGV - PPP : Le gouvernement a chargé le gestionnaire SŽ d'évaluer la pertinence et les risques de financement liés au partenariat public-privé (PPP) pour les tronçons les plus avancés des futures LGV en Moravie entre Brno-Ostrava et Brno-Břeclav. A cette fin, une étude sera élaborée d'ici la fin du deuxième trimestre 2024 par le cabinet PwC et servira de base pour la prise de décision concernant le recours ou au non à un PPP. SŽ a également mis en place une équipe spécialisée dédiée aux PPP. Celle-ci comprendra un expert français disposant d'une expérience dans la construction de LGV.

Liaison vers l'aéroport de Prague : SŽ a lancé un appel d'offres d'une valeur de 8,6 Mds CZK (353 M€) pour la construction d'un tronçon de 15 km entre Kladno et l'aéroport Praha-Ruzyně, la plus longue section d'une série de constructions qui relieront le centre de Prague, Kladno et l'aéroport Václav Havel. Le projet comprend notamment: le doublement des voies, l'électrification de la ligne permettant d'augmenter la vitesse de 80 km/h à 145 km/h, et la construction de nouvelles gares. L'achèvement complet de la liaison entre le centre-ville (depuis la gare de Masaryk) et Kladno, y compris le raccordement de la nouvelle gare de l'aéroport de Prague-Václav Havel, est prévu après 2030.

Renouvellement de la flotte de l'opérateur national : České dráhy (Chemins de fer tchèques) se dotera en 2024 - par l'intermédiaire de la société de leasing RSL - de 140 nouveaux trains électriques et diesel ainsi que de locomotives électriques représentant au total environ 440 unités fabriquées par les différents constructeurs dont Škoda Groupe, PESA et Siemens Mobility. Le nouveau matériel roulant est principalement destiné aux dessertes régionales.

- routier

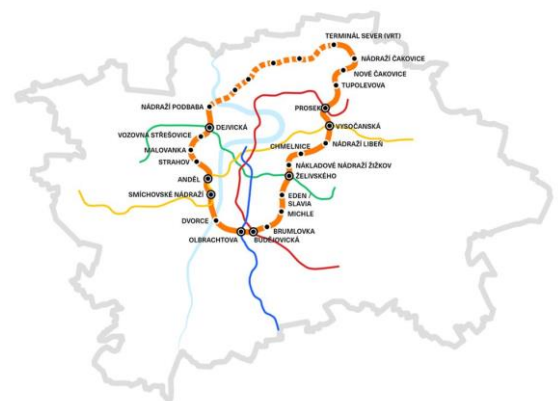
En 2024, 118,1 km de nouvelles voies autoroutières devraient être ouvertes à la circulation. Seront notamment concernées : l'autoroute D3 en Bohême de Sud (Prague- České Budějovice), la D4 (dont le tronçon construit sous forme de PPP par Vinci-Meridiam) ou les autoroutes D6 (Prague – Karlovy Vary – Cheb) et D55 (Olomouc-Břeclav). Cet objectif constitue un record dans l'histoire de la construction du réseau autoroutier tchèque. 2024 verra également le lancement des travaux pour 117,8 km de voies nouvelles. En 2023, seuls 15,4 km d'autoroutes ont été réalisés. L'objectif des autorités tchèques est de disposer d'un réseau achevé en 2033 totalisant plus de 2 000 km d'autoroutes contre 1 385 km actuels.



Projets PPP : La Direction des routes et des autoroutes a lancé un appel d'offres relatif à l'étude de faisabilité sur le potentiel de financement en PPP pour la construction des tronçons autoroutiers sur la D0 (parti nord du périphérique de Prague entre Ruzyně – Suchdol – Březiněves – Satalice), la D3 (Praha – Nová Hospoda) et la D55 (Bzenec – Břeclav). La valeur du contrat s'élève à 8 M CZK, soit 0,33 M€.

- urbain

5^{ème} ligne de métro de Prague : Le conseil municipal de Prague a approuvé la création d'un poste de coordinateur externe chargé de préparer le cahier des charges relatif à la sélection d'une entreprise qui devra préparer l'étude de faisabilité de la future 5^{ème} ligne de métro de Prague, ligne E (baptisée initialement O), destinée à relier toutes les lignes existantes (y compris la ligne D en chantier) par un tracé circulaire et à offrir une connexion rapide vers la périphérie sans passer par le centre. Sa réalisation permettrait de désengorger le centre-ville et favoriserait le développement des quartiers périphériques.



SLOVAQUIE

Énergie

- électricité

En 2023, la société Zapadoslovenska distribucna (distributeur d'électricité en Slovaquie occidentale) a réalisé des investissements de 150 M€ notamment dans le développement et renouvellement de son réseau de distribution.

Le 15 janvier, le Journal officiel de l'UE a publié l'AO de la société publique Vodohospodarska vystavba (« Travaux hydrauliques », sous tutelle du ministère de l'Environnement) concernant les travaux de reconstruction de la centrale hydroélectrique à Gabčíkovo. Cette centrale sur le Danube est en opération depuis 1992 et elle est dotée d'une puissance installée de 720 MW et de huit turbogénérateurs. La reconstruction et la modernisation concernent notamment les turbines de cette centrale. La valeur estimée de ce marché s'élève à 350 M€ hors TVA et les intéressés peuvent envoyer leurs offres jusqu'à 11 avril 2024. Les offres seront évaluées dans un délai de 12 mois. Cet AO avait déjà été lancé en 2017 et remporté par le consortium Cedis – Strojirny Brno – Todini Construzioni – Hant BA pour 81 M€ mais il avait été annulé en 2021.

Plus d'informations: [Marché de travaux - 26165-2024 - TED Tenders Electronic Daily \(europa.eu\)](https://ted.europa.eu/marche-de-travaux/26165-2024)

- nucléaire

L'unité analytique du ministère des Finances, unité « rapport coût / efficacité », considère que le démantèlement des centrales nucléaires slovaques dépassera le budget prévisionnel. Les autorités prévoient, en effet, des coûts de démantèlement des centrales nucléaires à hauteur de 3,25 Mds € avec un processus qui pourrait durer 20 ans, voire plus. L'unité analytique a fait la comparaison à partir de 15 réacteurs similaires démantelés à l'étranger (Allemagne, Bulgarie, Espagne) pour établir un modèle en mesure de calculer les coûts de démantèlement relatifs à la puissance installée. A cet égard, le Fonds national nucléaire, qui servira au financement du démantèlement, envisage pour sa part un démantèlement moins onéreux (-16%). Par exemple, le démantèlement du nouveau réacteur à Mochovce, dont la production a été lancée en 2023, devrait s'élever à 630 M€ selon les estimations du ministère, quand le Fonds nucléaire ne prévoit que 514 M€.

- hydrogène

La région de Kosice et l'entreprise privée chargée des déchets municipaux de Kosice, Kosit, via une filiale commune W2H2 KSK, ont déposé mi-décembre une demande d'autorisation pour production d'hydrogène. En effet, la région planifie, d'ici 2030, le remplacement de 80 bus diesel par des bus hydrogène. Le consortium prévoit un investissement de 27 M€ dans la production d'hydrogène vert en utilisant notamment la valorisation énergétique des déchets municipaux et le biogaz. La construction de l'unité de production devrait commencer en 2025, avec un objectif de production de 500 kg / jour soit le double des besoins pour ces bus.

- charbon

Le 20 décembre 2023, la Slovaquie a mis fin à 114 années d'extraction de lignite en fermant sa dernière mine à Novaky. Cette date a été décidée en 2018. En effet, la mine de Handlova (1909) a arrêté sa production en 2021, la mine de Novaky en décembre 2023. Jusqu'à aujourd'hui, les mines slovaques ont produit 404 M t de charbon dont 780 000 t en 2023. Il y a dix ans, la mine à Novaky employait 4 000 mineurs. Après plusieurs vagues de licenciements, elle maintient encore 700 employés pour les travaux de démontage des installations mécaniques et des équipements techniques et la revitalisation du site, la fermeture s'étalant sur deux ans. Par ailleurs, dans le cadre du verdissement de la zone, le principal électricien du pays Slovenske elektrarne prévoit la construction d'une centrale solaire dans les anciens bassins de résidus. La mine devrait être utilisée en tant que réservoirs de la chaleur, ces réservoirs étant combinés avec des pompes à chaleur. Cette énergie est d'ores et déjà utilisée à des fins agricoles (culture des tomates, élevage de poisson).

L'arrêt d'extraction est lié à l'arrêt d'activité de la centrale thermique à Novaky, d'une puissance initiale installée de 618,8 MW. Cette centrale a ensuite progressivement diminué sa

puissance en ne laissant en que deux tranches de 110 MW et deux autres plus petites (18 et 28 MW). La centrale a été utilisée également pour alimenter la municipalité en chaleur, qui sera désormais produite grâce à la biomasse, aux panneaux solaires, aux eaux de la mine et au gaz. Pour mémoire, la production d'électricité en provenance du charbon domestique était subventionnée par l'Etat (soit 120 M€ en 2022).

La région bénéficie du Fonds européen pour une transition juste (226 M€ sur 440 pour le pays). Les analystes du ministère de l'Environnement, dans une étude de mai 2022, ont classé la fermeture des mines en tant que la mesure climatique la plus avantageuse pour la Slovaquie avec des gains économiques, sociaux et de santé évalués à 605 M€. Selon l'analyse du Joint Research Centre de la Commission, la fermeture des mines et de la centrale réduira les émissions de CO₂ de 7,67 % d'ici 2030.

- *chaleur*

A partir de 2024, la chaleur dans les municipalités minières de Prievidza (47 000 habitants) et de Novaky (4 250 habitants) est assurée par la société semi-publique Prievidzske teplarenske hospodarstvo dont 51 % sont détenus par la municipalité de Prievidza. La société a réalisé un investissement de 43 M€ dont 19 M€ en provenance des fonds européens pour la construction d'une nouvelle source de chaleur pour les communes concernées. Il s'agira d'une production de chaleur à 60 % issue des énergies renouvelables et remplacera la chaleur de la centrale thermique de Novaky opérée par Slovenske elektrarne. La société municipale promet aux ménages une baisse du prix de la chaleur de 13 %. La chaleur sera produite à partir de pompes à chaleur utilisant la chaleur des eaux minières, de la biomasse et du gaz.

Transport

- *routier*

A partir de 2024, la Société nationale des autoroutes (NDS) reprend la vente des vignettes autoroutières. Jusqu'à présent, cette vente était opérée par la société privée SkyToll pour un forfait annuel de 4 M€ payé par NDS. NDS a racheté l'unité de vente pour 1 M€.

En 2023, la société privée Skytoll chargée du péage électronique dédié aux véhicules utilitaires a notifié des recettes issues du péage à hauteur de 240,3 M€ hors TVA, ce qui correspond au montant de l'année 2022. Les recettes issues de l'utilisation des autoroutes et des voies express ont atteint 170 M€ tandis que les recettes des routes nationales se sont établies à 70 M€.

En 2024, trois projets autoroutiers devraient être mis en service : un tronçon de 5,6 km (Tvrdošín – Nizna) sur la voie express R3 au nord du pays, reliant la Slovaquie avec la Pologne ; une bretelle à Kysucké Nové Mesto sur l'autoroute D3, à proximité de la frontière avec la Tchéquie et la Pologne ; enfin, un écoduc également sur la D3 au nord-ouest du pays.

En 2024, la Société nationale des autoroutes prévoit le lancement de nouveaux chantiers sur la voie express R1 à Banská Bystrica (Slovaquie centrale) pour la prolonger. Il s'agit d'un nouveau tronçon de 86,8 M€ qui devrait être attribué à la société slovaque Doprastav. Les grands travaux devraient également débiter sur le carrefour de deux autoroutes à Bratislava – la principale autoroute du pays D1 et le contournement de Bratislava D4/R7 – puisque les deux autoroutes ne sont pas interconnectées. La Société nationale des autoroutes investira également dans la conception de nouveaux projets autoroutiers avec notamment le contournement sud-est de Košice pour relier la ville avec la nouvelle usine de Volvo en construction. Par ailleurs, le ministère des Transports veut lancer sur les routes nationales la reconstruction des ponts, dont l'état est très mauvais, en recourant probablement aux PPP.

Enfin, vers la fin de l'année 2025, le tunnel Visnove sur l'autoroute D1 contournant la ville Zilina au nord-ouest du pays, ainsi que le contournement de Ruzomberok (nord D1), devraient être mis en service. Pour mémoire, il s'agira du plus long tunnel en Slovaquie (7 km) dont la première pierre a été posée en 1998.

- *ferroviaire*

Depuis le 10 décembre 2023, le transporteur tchèque Leo Express assure le transport ferroviaire de passagers sur la ligne Bratislava – Dunajská Streda – Komárno (100 km, sud du pays). Le contrat avec le ministère des Transports est valable jusqu'au 31 décembre 2032. Il s'agit de la seule ligne libéralisée opérée par un acteur privé. Leo Express déploiera sur cette

ligne 21 trains d'Alstom (VT 214) avec une fréquence journalière de 100 passages. Cette ligne a été déjà opérée par un autre acteur tchèque, RegioJet (2012-2020).

La société publique chargée des infrastructures ferroviaires, Železnice Slovenskej Republiky, a signé un contrat avec le consortium de TSS Grade et de Doprastav sur la modernisation d'une ligne ferroviaire de 13 km au nord du pays (Poprad – Vydrník). La modernisation devrait permettre le passage des trains à 160 km/h. Les travaux devraient coûter 369 M€ hors TVA et devraient finir d'ici environ trois ans.

Environnement

Le 18 décembre, la **Commission a publié ses recommandations concernant le plan national intégré énergie-climat mis à jour par les autorités slovaques en août 2023**. Concernant la baisse des émissions de 22,7% d'ici 2030, les autorités devraient définir des politiques et des mesures supplémentaires plus efficaces, notamment pour les secteurs des transports et de l'agriculture, afin d'atteindre l'objectif national. Vu la hausse des objectifs des énergies renouvelables au niveau européen, la Commission demande à la Slovaquie un effort particulier en augmentant son objectif de 23 % à 35 % d'énergies renouvelables d'ici 2030. Les recommandations invitent la Slovaquie à inclure des projections sur la demande et l'offre de bioénergie par secteur ; à fournir des données sur les importations et la source de la biomasse forestière utilisée à des fins énergétiques ; à inclure une évaluation de l'offre nationale de biomasse forestière à des fins énergétiques en 2021-2030. La Slovaquie devrait également inclure un meilleur niveau d'ambition pour garantir un parc immobilier efficace sur le plan énergétique et pour transformer les bâtiments existants en bâtiments à zéro émission d'ici à 2050. La Commission demande aussi que la Slovaquie explique davantage comment elle va significativement renforcer la sécurité énergétique, notamment en diversifiant son approvisionnement énergétique - y compris en réduisant les importations de combustibles fossiles russes et en encourageant la réduction de la demande de gaz. La Slovaquie doit, selon les recommandations, spécifier les mesures appropriées pour diversifier ses fournitures de combustibles nucléaires, afin d'assurer la flexibilité et l'approvisionnement à long terme pour ses réacteurs VVER-440. Les autorités devraient également évaluer l'adéquation de l'infrastructure pétrolière (raffinerie, stocks de pétrole) avec la baisse attendue de la demande de pétrole et l'évolution vers des solutions de remplacement à plus faible teneur en carbone.

Plus d'informations sur le site de la Commission : [Commission Recommendation, Assessment \(SWD\) and Factsheet of the draft updated National Energy and Climate Plan of Slovakia - European Commission \(europa.eu\)](#)

LITUANIE

Transport

- aérien

Augmentation du transport de passagers et baisse du transport de marchandises dans les aéroports lituaniens. Les aéroports lituaniens ont vu le nombre de passagers bondir de 12% en 2023 par rapport à 2022, pour atteindre un peu plus de 6 M, tandis que le nombre de vols a augmenté de 4,5% pour atteindre 53 000. Cette croissance ne permet toutefois pas de retrouver les niveaux pré-pandémiques (6,5 M de passagers en 2019), car elle ne permet pas de compenser l'arrêt des vols vers l'Est, mais la tendance haussière est clairement visible par ailleurs, d'après l'association des aéroports lituanien. En revanche, sur la même période, le volume de marchandises a baissé de 5,8% pour s'établir à 20 000 t.

La Lituanie envisage l'acquisition d'actions Air Baltic. Le ministre des Transports M. Skudis a déclaré que la Lituanie cherchait à acquérir des actions de la compagnie aérienne de l'Etat letton Air Baltic. Le ministre estime qu'une telle démarche devrait améliorer les liaisons aériennes avec Vilnius. L'introduction en bourse de l'entreprise pourrait avoir lieu au second semestre 2024.

- ferroviaire

Augmentation du transport de passagers sur le rail lituanien. Le nombre de voyageurs à bord des trains lituaniens a augmenté de 6,4% en 2023 pour atteindre 5 M, dépassant pour la première fois le niveau pré-pandémique (+ 115 000 passagers). La nouvelle ligne reliant Vilnius à Riga a connu un grand succès, transportant 1 500 passagers dans les 5 derniers jours de 2023.

Infrastructure

- réseau électrique

La Lituanie doit investir 1,4 Mds€ pour moderniser son réseau électrique vieillissant, d'après ESO, la branche distribution d'électricité du groupe énergétique public Ignitis. Cette estimation fait suite à la mise en garde de l'Office national d'audit, qui signalait fin octobre que la moitié des lignes électriques du pays excédaient, de 14 ans en moyenne, leur durée de vie. Toujours d'après ESO, un investissement additionnel de 100 M€ par an dans le réseau nécessiterait d'augmenter les tarifs de distribution d'au moins 0,01€/MWh.

- aéroportuaire

La moitié des travaux ont été effectués pour le nouveau terminal de départ de l'aéroport de Vilnius. Grâce à un investissement total de 70 M€, il permettra à terme de doubler la capacité de l'aéroport en nombre de passagers à partir de son ouverture prévue en 2025. Les travaux sur le nouveau terminal d'arrivées doivent débuter dans le courant du mois de janvier.

Une stratégie à long terme pour les aéroports lituaniens. Début janvier, le ministre des Transports M. Skuodis a présenté une nouvelle stratégie du développement des infrastructures aéroportuaires à l'horizon 2052. Ce document comprend une feuille de route pour atteindre l'objectif de 17 M passagers par an (contre 6 M actuellement). Des parcs photovoltaïques devraient être installés aux abords de chacun des trois aéroports de Vilnius, de Kaunas et de Palanga. L'aéroport de Vilnius devrait être relié avec la gare dans le cadre de Rail Baltica. Les investissements totaux devraient atteindre 180 M€ pour l'aéroport de Vilnius, 50 M€ pour l'aéroport de Kaunas et 20 M€ pour celui de Palanga.

- publique

La construction du stade national presque à l'arrêt depuis mi-décembre en raison de l'augmentation des coûts. L'entreprise Vilniaus daugiavfunkcis kompleksas, qui gère le projet, est entrée en négociations avec la municipalité de Vilnius et le ministère de l'éducation, de la science et du sport, afin d'obtenir une indexation des prix sur les coûts des intrants. En effet, en Lituanie, les appels d'offres présentent la particularité de ne quasiment jamais contenir ce genre d'indexation, ce qui a posé problème pour de nombreux projets à la suite de la récente crise inflationniste. La construction du stade doit être achevée en 2025.

LETTONIE

Infrastructure

Le 21 décembre 2023, l'entreprise « Eiropas Dzelzceļa līnijas », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a signé sous forme électronique un contrat avec le groupement d'entreprises ERB Rail, composé d'Eiffage (France), de Budimex (Pologne) et de Rizzani de Eccher (Italie), portant sur la construction du tronçon d'environ 230 km en Lettonie de la ligne ferroviaire principale de Rail Baltica. Il s'agit d'un contrat-cadre d'un montant de 3,7 Mds€, actionnable par tranches, dont la 1^{ère} représentera 165 M€ et prévoit la construction d'une base et des premiers kilomètres de voies vers la Lituanie.

L'aéroport international de Riga a prévu d'investir environ 420 000 € sur trois ans dans le projet international Baltic Sea Region HyAirport (BSR HyAirport) qui vise à créer les conditions nécessaires à l'adaptation de l'infrastructure aéroportuaire aux vols d'avions à hydrogène et à préparer les aéroports au stockage, au traitement et à la fourniture d'hydrogène vert en tant

que future source d'énergie pour l'aviation. BSR HyAirport réunit 16 aéroports, compagnies aériennes, instituts de recherche et entreprises technologiques de Scandinavie, des États baltes, de Pologne et d'Allemagne, ainsi que 24 organisations associées.

Transport

Le ministère letton de l'Économie a signé un protocole de coopération avec la société néerlandaise « Fokker Next Gen » qui envisage de développer en Lettonie un avion à hydrogène. L'avion pourrait transporter entre 120 et 150 personnes avec un rayon d'action de 2500 km. Dans la phase initiale du projet, l'entreprise néerlandaise prévoit de créer jusqu'à 100 nouveaux emplois sur une période de trois ans, en coopération avec l'Université Technique de Riga et les municipalités côtières de la région de Kurzeme.

Environnement

L'entreprise « Eco Baltia Vide » prévoit d'investir 11,7 M€ dans la construction d'une usine de tri de déchets, notamment pour les déchets municipaux, avec une capacité totale de 45 000 t/an. La nouvelle usine disposera d'un système de tri optique en plusieurs étapes, capable d'identifier à la fois les types de matériaux à trier et de réaliser le contrôle de la qualité au cours du processus, ce qui permettra de ne récupérer que des matériaux recyclables utiles. L'usine emploiera environ 70 personnes et son inauguration est prévue pour l'automne 2024.

ESTONIE

Énergie

- nucléaire

Un groupe d'experts interministériel donne son feu vert à l'énergie nucléaire, les débats parlementaires sont lancés

Le groupe de travail interministériel sur le nucléaire a présenté le 30 décembre son rapport au gouvernement estonien : afin de couvrir ses besoins en électricité et assurer sa sécurité énergétique, le nucléaire serait une solution raisonnablement envisageable. Le rapport fournit une analyse complète des possibilités et des considérations relatives à l'introduction de l'énergie nucléaire en Estonie, en se concentrant particulièrement sur les petits réacteurs modulaires (SMR) d'une capacité inférieure à 400 MW, étant donné les caractéristiques du réseau électrique national.

La préparation et l'adoption du projet de loi nucléaire implique plusieurs grandes décisions : parmi elles, la création d'une **autorité de sûreté, la mise en place d'une organisation pour la gestion des déchets et la formation, d'un exploitant nucléaire...etc.**, ainsi que la question du **choix de l'emplacement des centrales nucléaires, qui implique également de décider du type de technologie utilisée.**

Le réseau électrique estonien a actuellement une capacité d'accueil de nouvelle centrale (nucléaire, charbon, gaz...) de 350 MW au plus, idéal pour l'implantation d'un SMR de cette capacité. Toutefois, **la préférence doit être donnée aux technologies qui ont déjà fait l'objet de procédures d'autorisation et qui ont acquis une expérience pratique** afin de garantir la fiabilité et de minimiser les risques.

En termes de perception, les Estoniens sont « plutôt favorables » au nucléaire (60% selon le dernier sondage réalisé à l'automne 2023), tout comme la majorité des partis politiques au Parlement. Mais les débats seront complexes : au sein de la coalition gouvernementale (Réforme, Eesti 200, SD), un parti, les sociaux-démocrates (SD), est aujourd'hui hostile au nucléaire. Ils estiment notamment que la possibilité d'un programme nucléaire ne doit pas détourner l'Estonie du besoin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et de la nécessité de développer des capacités de production d'énergie renouvelables.

Dans le cadre de la promulgation d'une loi sur le nucléaire, les débats au Parlement s'ouvriront à la fin du mois de janvier 2024. Si un accord est trouvé, la mise en service d'une centrale nucléaire devrait avoir lieu au plus tôt entre 2033 et 2035.

- *électricité*

L'Estonie prévoit de mettre fin au service universel d'électricité au 1^{er} mai 2024, soit 2 ans plus tôt que prévu. Sur base de volontariat, le service a permis aux consommateurs de choisir entre un contrat usuel (avec souvent des prix volatils de marchés) et un prix fixe, fixé par l'autorité de la concurrence. Ce service de plafonnement des prix a été mis en place à l'été 2021 en raison d'une inflation très rapide. Toutefois, les prix de marchés étant redescendus et désormais inférieurs au plafond, le service universel s'avère aujourd'hui caduc. Les économistes craignent toutefois que la disparition de ce service rende tout de même les prix de l'électricité plus volatils en 2024.

Enefit Power a décidé début janvier d'attaquer en justice le service universel d'électricité : le prix imposé ne lui aurait pas permis de rentrer dans ses frais et aurait entraîné des pertes estimées à hauteur de 128 M€ au T4 2022.

- *infrastructures électriques*

Selon le rapport sur la sécurité d'approvisionnement électrique d'Elering (opérateur public pour le transport de l'électricité) de décembre 2023, l'Estonie va voir sa consommation d'électricité augmenter de 2 TWh dans la prochaine décennie – et le pays aura très probablement besoin de nouvelles infrastructures électriques prochainement. Elering considère la période 2027-2030 particulièrement critique dans la mesure où parallèlement à la croissance de la consommation, de vieilles centrales à schiste seront mises hors service. Il est donc nécessaire de réaliser d'une part des investissements dans des réserves de fréquence, et assurer, d'autre part, la synchronisation avec le reste de l'Europe et de potentiels nouveaux fournisseurs.

Le rapport ajoute que, s'il est viable économiquement de garder 4 réacteurs à schiste jusque 2030, le cycle de vie des réacteurs à Narva (Nord-Est du pays) s'achèvera en 2030. Il est ainsi crucial d'investir également dans des réserves additionnelles de production capables de produire rapidement pour prendre le relai des énergies renouvelables. En conséquence, Elering prévoit d'investir 700 M€ d'ici 2028 dans ses infrastructures.

- *énergies renouvelables*

En 2022, l'Estonie s'est positionnée à la 5^{ème} place de l'Union européenne en termes de part d'énergies renouvelables dans son mix énergétique grâce à sa production de biocarburants et d'énergie éolienne. Avec 38,5%, elle se situe largement au-dessus de la moyenne européenne à 23%, bien qu'elle soit devancée par la Suède (66%), la Finlande (48%), la Lettonie (43%), et le Danemark (42%).

Infrastructure

- *Rail Baltica*

TREV-2 (filiale du groupe Vinci), en consortium avec l'entreprise estonienne Allspark, a remporté un appel d'offres pour la construction du premier tronçon en Estonie de la ligne principale du projet européen de ligne ferroviaire à grande vitesse entre les 3 pays baltes. En plus de la construction du tronçon d'une longueur de 4,8 km à partir de la gare d'Ülemiste à côté de Tallinn, le contrat prévoit la construction de plusieurs parkings.

Fonds européens

Début décembre, la région d'Ida-Viru (au Nord-Est du pays) avait utilisé seulement 14% des ressources du Fonds de Transition Juste disponibles sur l'année 2023. La région, dont l'économie repose sur un fort tissu industriel notamment dans le raffinage d'huile de schiste, doit recevoir, d'ici fin 2026, 252 M€ pour l'aider à réaliser sa transition écologique. Sur 191 M€ devant être utilisés en 2023, seulement 27,5 M€ avaient réellement été consommés au début du mois de décembre (dont 18,75 M€ pour la construction d'une usine d'aimants).

Agenda

23 janvier 2024	Sustainable Business Forum : Alimentation du futur , à Prague
30 janvier – 2 février 2024	BUDMA International Construction and Architecture Fair , à Poznań
4-5 mars 2024	Forum des collectivités territoriales , à Mikołajki
4- 8 mars 2024	French Mobility Days 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
5-7 mars 2024	Rencontres d'affaires avec les acheteurs du secteur de la Biomasse et de l'Energie 2024 - Pologne , en ligne et à Varsovie
13 mars 2024	European Rolling Stock Forum 2024 , à Varsovie
20-22 mars 2024	XII Fracht Forum , à Sopot
20-22 mars 2024	Hydrogen Days , à Prague
8-10 mai 2024	Forum économique EEC 2024 , à Katowice
15-16 mai 2024	Forum Impact 2024 , à Poznan
10-13 juin 2024	French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
1er juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence Hongroise du conseil de l'UE</i>
1 ^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr